

L'INDICATEUR ÉCONOMIQUE DU BIOALIMENTAIRE

Direction des études et des perspectives économiques



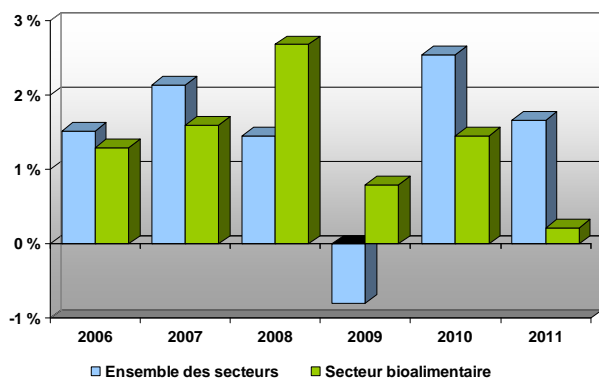
Juillet 2012

SURVOL ÉCONOMIQUE AGRICOLE AU QUÉBEC : ÉTAT DE SITUATION ET PERSPECTIVES 2012

CONTEXTE ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

Dans l'ensemble, l'économie mondiale a connu un ralentissement en 2011. Au Québec, le taux de croissance économique, s'établissant à 1,7 % en 2011, atteste de ce ralentissement. À cet égard, la performance du Québec se compare à la performance moyenne observée parmi les économies les plus développées. Dans ce contexte, le secteur bioalimentaire a affiché une augmentation de 0,2 % de son produit intérieur réel en 2011. Plus particulièrement, les activités liées à la distribution ont connu une croissance de 1 %. À noter que le rebond des exportations bioalimentaires du Québec, amorcé en 2010 après la récession internationale, s'est poursuivi en 2011.

Variation du PIB au Québec



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec; MAPAQ.

Parmi les facteurs positifs en 2012, le contexte demeure favorable au redressement des investissements observé au cours des récentes années dans le domaine de la transformation alimentaire au Québec. En effet, tant les faibles taux d'intérêt que la force du dollar canadien, qui réduit le coût d'acquisition des biens d'équipement importés, sont propices aux investissements destinés à améliorer la productivité des entreprises. Par ailleurs, le prix des aliments pourrait connaître une hausse inférieure à celle de l'an

dernier, selon les prévisions d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)¹.

Du côté des éléments moins favorables, on peut relever plusieurs incertitudes concernant la conjoncture économique et financière d'importants marchés d'exportation. Aux États-Unis, le marché de l'emploi a certes montré des signes de redressement, mais il tarde à regagner le terrain perdu lors de la récession. La reprise y demeure fragile. Du côté de l'Union européenne, les problèmes liés à la dette publique de certains de pays membres continuent d'inquiéter les marchés financiers. Une récession plus sévère que celle actuellement prévue dans la zone euro en 2012, ainsi que la menace que celle-ci se propage, représentent deux des principaux risques pesant sur la conjoncture internationale.

CONDITIONS DU MARCHÉ AGRICOLE

Les prix des principales denrées agricoles continuent de retenir l'attention en 2012. Bien qu'ils se soient quelque peu repliés depuis les sommets records atteints sur les marchés internationaux en 2011, ils demeurent quand même très élevés historiquement.

Céréales et oléagineux

Au Québec, les prix du maïs et du soya sont largement tributaires des conditions du marché nord-américain. Depuis 2006, le développement de la production nord-américaine de biocarburants, la demande alimentaire grandissante des économies émergentes et la faiblesse des stocks américains ont relevé de façon importante le prix de ces denrées. Comme plus du tiers de la récolte américaine de maïs est destinée bon an mal an à la production d'éthanol, les cours du pétrole exercent désormais leur influence sur le prix de cette denrée. Dans ces circonstances, les prix du maïs et du soya réagissent davantage lorsque de mauvaises conditions climatiques dans les pays producteurs viennent affecter les récoltes non seulement de ces denrées, mais aussi d'autres

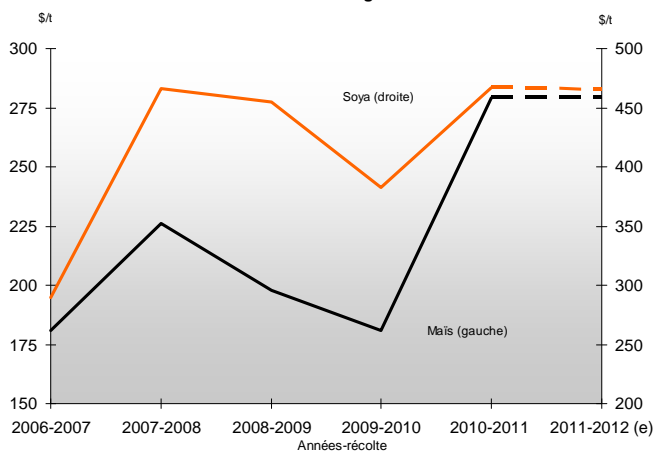
¹ Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Les perspectives agricoles canadiennes à moyen terme – Marchés internationaux et canadiens 2012*, février 2012.

céréales tel le blé. De mauvaises récoltes internationales de blé, en 2010, ont ainsi contribué au sommet de prix des céréales en 2011.

Concernant le maïs, la récolte de 2011 se transige à des prix aussi élevés que ceux de la précédente, notamment en raison de rendements à l'hectare inférieurs à la moyenne pour une deuxième année consécutive aux États-Unis. Le Département américain de l'Agriculture (USDA) prévoit qu'au moment de la prochaine récolte, à l'automne 2012, les stocks de report américains de maïs ne représenteront que 6 % de la consommation annuelle, soit un creux historique. Au Québec, le maïs se transige dans les centres régionaux à des prix supérieurs à 250 \$/t depuis le début de l'année, et pourrait se maintenir à de tels niveaux jusqu'à la récolte de l'automne prochain.

Les pressions sur le prix du soya, demeurent d'autant plus fortes que la récolte printanière de 2012 en Amérique du Sud a été inférieure aux attentes en raison de conditions climatiques défavorables. D'ici la prochaine récolte de soya au Québec, des prix de 450 \$/t ou plus sont envisageables dans les centres régionaux.

Prix dans les centres régionaux au Québec



Note : L'année-récolte 2011-2012 commence avec la récolte de l'automne 2011.
Sources : Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec; compilation MAPAQ.

Perspectives de récolte en 2012

Plusieurs incertitudes planent sur les perspectives de prix pour la récolte de maïs de 2012. D'une part, les intentions d'ensemencement aux États-Unis indiquent une augmentation de 4,9 % des superficies ensemencées, qui atteindraient ainsi leur plus haut niveau depuis 1937. D'autre part, les récentes conditions de sécheresse observées dans les régions productrices américaines font craindre des rendements à l'hectare inférieurs à ceux initialement prévus. Une augmentation de la production américaine demeure envisageable en 2012, mais la perspective que la récolte de

cette année se transige à des prix inférieurs à celle de 2011 reste incertaine.

En ce qui a trait au soya, les plus récents développements laissent présager un maintien, voire une augmentation des prix pour la récolte nord-américaine de l'automne 2012. En effet, au Brésil, principal exportateur de soya avec les États-Unis, la récolte, qui s'effectue au printemps, a souffert des conditions climatiques défavorables qui ont sévi au cours des derniers mois.

Productions animales

Les éleveurs de bovins et de porcs au Québec ont vu leurs prix de vente atteindre, en 2011, leur plus haut sommet depuis que le dollar canadien est remonté au dessus de 0,80 \$ US, au milieu de la dernière décennie.

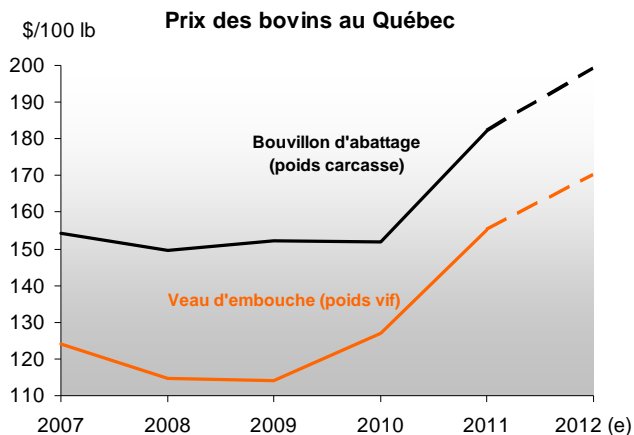
À l'origine de ce redressement se trouve une hausse importante des prix de référence nord-américains des viandes rouges en 2011, hausse survenue à la faveur d'une croissance marquée des exportations outre-mer et de la réduction des troupeaux bovins américains. Les exportations américaines de viandes rouges ont atteint un volume record, soutenues notamment par une augmentation de la demande occasionnée par les problèmes de maladie ayant touché la production porcine en Chine et en Corée du Sud. Après s'être accrues respectivement de 21 % et de 23 % en 2011, les exportations américaines de bœufs et de porcs devraient se maintenir ou presque en 2012, selon les prévisions de l'USDA.

Autre facteur de redressement des prix, les éleveurs nord-américains de bovins ont réduit leurs troupeaux au cours des dernières années. Aux États-Unis, depuis 2007, la baisse atteint 6 %, et elle se poursuit en 2012, selon les plus récents décomptes. Même dans l'éventualité où une expansion des troupeaux bovins américains s'amorcerait cette année, le volume de production ne devrait pas s'accroître avant 2014 ou 2015, selon l'USDA. Plus précisément, les autorités américaines s'attendent à une réduction de 4 % du volume de production bovine en 2012.

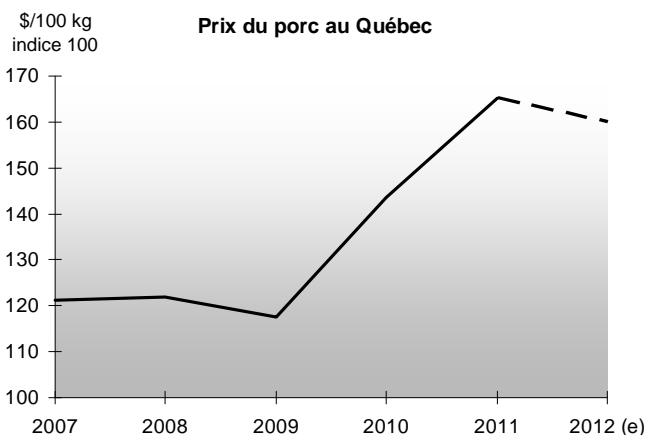
Du côté de la production porcine, l'USDA prévoit une augmentation de 2 % de la production américaine en 2012, à la faveur d'un redressement équivalent des inventaires de porcs observé au début de l'année.

Pour les éleveurs québécois de bouillons d'abattage et de veaux d'embouche, ce contexte favorise en 2012 une hausse des prix par rapport à ceux de l'an dernier. Leur évolution depuis le début de l'année va d'ailleurs dans le sens de ces perspectives. Au cours des six premiers mois de 2012, les prix des bouillons d'abattage et des veaux d'embouche ont été supérieurs de plus de 10 % à ceux enregistrés pour la même période en 2011.

Dans le cas du porc, on a constaté au cours des six premiers mois de 2012 une hausse du prix moyen de 2 % par rapport à celui de la même période en 2011. Par contre, ce prix s'annonce inférieur pour le reste de l'année en raison, notamment, de la croissance de la production américaine. Pour l'ensemble de 2012, le prix moyen du porc au Québec devrait s'établir légèrement au-dessous de celui observé en 2011. Pour qu'un tel scénario se confirme, il faudra que le dollar canadien ne dépasse pas la parité avec le dollar américain et que la demande outre-mer pour le porc nord-américain demeure au rendez-vous.



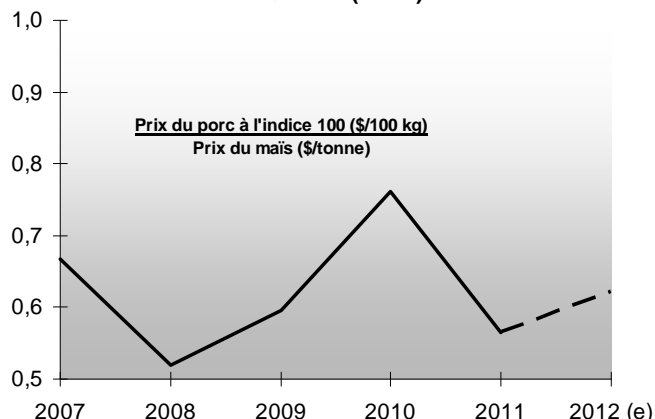
Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada; Fédération des producteurs de bovins du Québec; compilation MAPAQ.



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada; compilation MAPAQ.

Malgré la perspective de prix supérieurs à la moyenne des dernières années, les conditions de marché demeureront exigeantes pour les éleveurs en 2012 en raison des coûts d'alimentation élevés. Comme le montre la figure ci-contre, qui illustre l'évolution du ratio du prix du porc par rapport à celui du maïs, la conjoncture des prix de vente et des coûts d'alimentation ne présente pas de perspectives d'amélioration marquée en 2012.

Prix relatif du porc et du maïs au Québec (Ratio)



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada; Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec; compilation MAPAQ.

LES REVENUS AGRICOLES

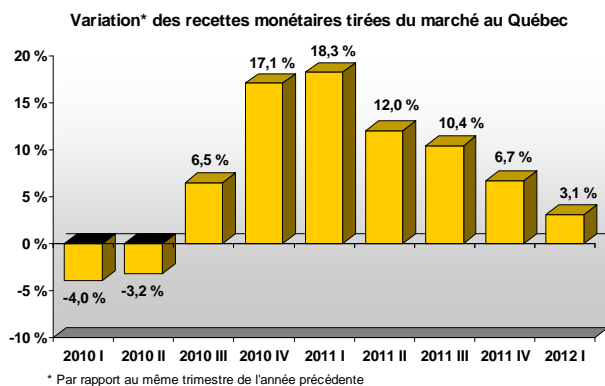
Croissance des recettes monétaires de marché

Au Québec, les conditions du marché agricole ont favorisé la poursuite du redressement des recettes monétaires agricoles provenant du marché, redressement qui s'est amorcé au milieu de 2010. Ainsi, ces recettes ont totalisé 7,3 milliards de dollars en 2011, soit un bond de 11 % par rapport à 2010, franchissant par la même occasion la barre des 7 milliards pour la première fois.

Plus particulièrement, la valeur des recettes monétaires provenant de la vente de maïs s'est accrue de 187 millions de dollars l'an dernier, alors que les prix des céréales atteignaient un sommet. Ces recettes se sont élevées à 650 millions de dollars. En incluant le soya et les autres grandes cultures, la valeur des recettes dans les céréales et les oléagineux a franchi au Québec en 2011 le cap du milliard de dollars.

Également favorisées par des prix supérieurs, les recettes provenant du marché en production porcine ont atteint le niveau sans précédent de 1,3 milliard de dollars en 2011, en hausse de 14 %. Pour ce qui est des recettes monétaires des éleveurs de bovins et de veaux du Québec, elles ont affiché une augmentation de 16 % l'an dernier.

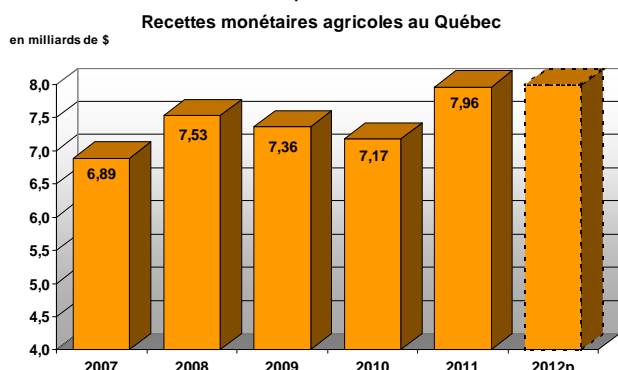
Cette croissance des revenus de marché s'est par ailleurs accompagnée d'une augmentation du coût de certains postes de dépense, de sorte que les paiements de programmes ont légèrement augmenté en 2011. Globalement, en incluant ces paiements, les recettes monétaires agricoles ont totalisé 8,0 milliards de dollars au Québec en 2011, comparativement à 7,2 milliards en 2010.



Source : Statistique Canada, CANSIM tableau 002-0002; compilation MAPAQ.

Compte tenu des perspectives de marché, les recettes monétaires agricoles totales devraient atteindre en 2012 un niveau comparable à celui de l'année dernière au Québec. À moins d'un imprévu majeur, les recettes monétaires demeureront, dans l'ensemble, à un niveau historiquement élevé cette année. Cela vaut tant pour les recettes monétaires tirées du marché que pour les recettes monétaires totales, c'est-à-dire en incluant les paiements de programmes.

En particulier, la production laitière représente 30 % des recettes monétaires tirées du marché au Québec, soit 2,1 milliards de dollars. Le secteur laitier étant sous gestion de l'offre, les revenus issus de cette production sont moins exposés aux fluctuations. À cet égard, la hausse de prix annoncée en début d'année par la Commission canadienne du lait, ainsi que l'évolution de la marge additionnelle de quotas de production, laissent présager une croissance des recettes découlant de cette production en 2012.



Sources : Statistique Canada; CANSIM Tableau 002-0001; Prévission d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour 2012; compilation du MAPAQ.

Dépenses et trésorerie

Si les recettes monétaires agricoles ont connu une croissance importante en 2011, il en a été de même pour les dépenses d'exploitation. Ces dernières ont augmenté de 11 % en 2011, en raison notamment de la hausse des coûts de l'énergie des intrants pour les céréales et de l'alimentation animale. Dans l'ensemble, l'indice de prix des intrants

agricoles a affiché une hausse de 8 % l'an dernier au Québec.

La trésorerie des entreprises agricoles s'est néanmoins améliorée, dans l'ensemble, l'an dernier au Québec. En effet, la croissance de 788 millions des recettes monétaires aura été suffisante pour couvrir celle des dépenses d'exploitation, qui a atteint 593 millions de dollars. Globalement, le revenu agricole net monétaire s'est élevé à plus de 1,9 milliard de dollars en 2011 au Québec, comparativement à 1,7 milliard en 2010. Par revenu monétaire net, on entend les recettes monétaires, y compris les paiements de programme, moins les dépenses monétaires d'exploitation. Ce calcul ne tient pas compte de l'amortissement et de la variation des stocks.

Le revenu agricole net, dont le calcul prend en compte l'amortissement et la valeur de la variation des stocks, s'est par ailleurs redressé au cours des dernières années au Québec. Il a évolué entre 760 millions et 1,2 milliard de dollars entre 2007 et 2011. Le relèvement du prix des céréales, au milieu de la dernière décennie, a contribué à la croissance des revenus bruts dans les productions végétales. Pour leur part, les paiements de programmes ont aidé les producteurs, notamment les éleveurs, à supporter les fluctuations de coûts. Ces paiements se sont élevés à 656 millions de dollars en 2011, alors qu'ils dépassaient le milliard de dollars par année entre 2007 et 2009.

Revenu agricole net au Québec 2006-2011

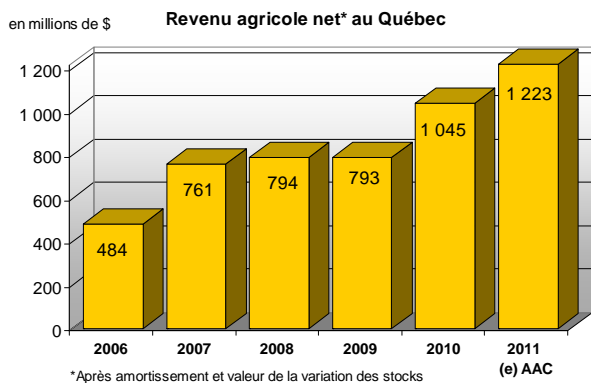
En millions de dollars	2006	2007	2008	2009	2010	2006-2010*	2011
Recettes monétaires productions végétales	1 562,9	1 664,1	2 118,6	2 051,5	2 076,0	1 894,6	2 405,8
Recettes monétaires productions animales	3 868,3	4 088,6	4 320,0	4 243,9	4 478,2	4 199,8	4 897,6
Recettes monétaires provenant du marché	5 431,3	5 752,7	6 438,7	6 295,4	6 554,2	6 094,4	7 303,4
Paiements de programmes	857,7	1 134,4	1 092,0	1 060,3	617,2	952,3	655,5
Recettes monétaires agricoles totales	6 289,0	6 887,1	7 530,7	7 355,7	7 171,3	7 046,7	7 958,9
Dépenses d'exploitation nettes	5 078,4	5 554,8	5 899,1	5 771,1	5 440,9	5 548,9	6 033,9
Revenu net monétaire	1 210,6	1 332,3	1 631,6	1 584,6	1 730,4	1 497,9	1 925,1
Revenu net total**	483,7	760,6	794,2	792,8	1 045,1	775,3	1 222,8

*. Moyenne

** Tient compte de l'amortissement et de la variation de la valeur des stocks

Sources : Statistique Canada ; CANSIM, tableau 002-0001 – Recettes monétaires agricoles, et tableau 002-0005 – Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement; Recettes monétaires agricoles, no 21-011, novembre 2011; Revenu agricole net, no 21-010, novembre 2011; compilation MAPAQ.

Zone en gris : Agriculture et Agroalimentaire Canada, février 2012 (estimation 2011).



Sources : Statistique Canada; Revenu agricole net, no 21-010, novembre 2011; Estimation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour 2011.

Dans l'ensemble, la croissance des dépenses d'exploitation s'annonce plus modeste en 2012 qu'en 2011, bien que certains facteurs de risque soient présents. En outre, les perspectives de prix des céréales permettent d'envisager des coûts d'alimentation comparables à ceux de l'an dernier, bien que ceux-ci soient déjà à des niveaux très exigeants pour les éleveurs. Ces perspectives de coût demeurent néanmoins vulnérables aux imprévus climatiques qui pourraient, à l'échelle internationale, compromettre les récoltes au cours des prochains mois. L'achat d'aliments constitue le principal poste de dépense du secteur agricole au Québec, représentant environ le quart des coûts totaux.

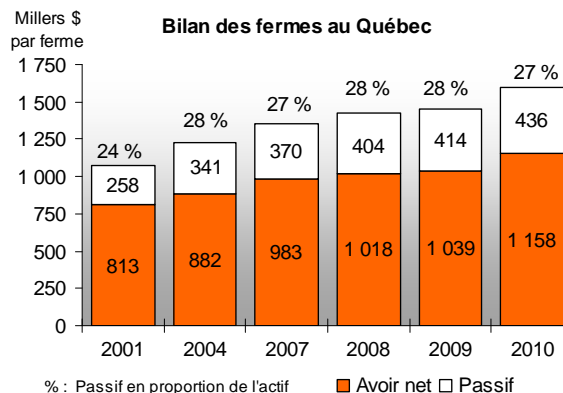
Du côté des cultures, l'augmentation des coûts s'annonce également moins marquée que l'an dernier pour certains postes de dépense liés aux prix de l'énergie. À ce sujet, l'Energy Information Administration prévoit en 2012 un prix moyen du baril de pétrole brut de 97 \$ US, en hausse de 2 %. L'augmentation avait atteint 19 % en 2011. Toutefois, les cours pétroliers présentent un risque tangible de hausse en raison des tensions géopolitiques qui se sont accentuées au Moyen-Orient, notamment avec l'Iran.

D'autre part, l'augmentation des superficies ensemencées, qui s'observe à l'échelle nord-américaine cette année, exerce une pression à la hausse sur le prix des engrais. Les plus récentes données américaines indiquent une hausse de 13 % de l'indice des prix industriels des engrais azotés au cours des cinq premiers mois de 2012, par rapport à la même période l'an dernier. Portant sur le quatrième trimestre de 2011, les plus récentes données pour le Québec indiquent une hausse de 20 % de l'indice de prix des engrais.

LE BILAN DES ENTREPRISES AGRICOLES

En date du 31 décembre 2010, l'actif moyen des fermes au Québec s'établissait à 1,59 million de dollars, selon la valeur marchande. Le passif de ces exploitations se chiffrait à un peu plus de 400 000 \$, de sorte que l'avoir net moyen, soit l'actif moins la dette, atteignait le palier du million de dollars par ferme.

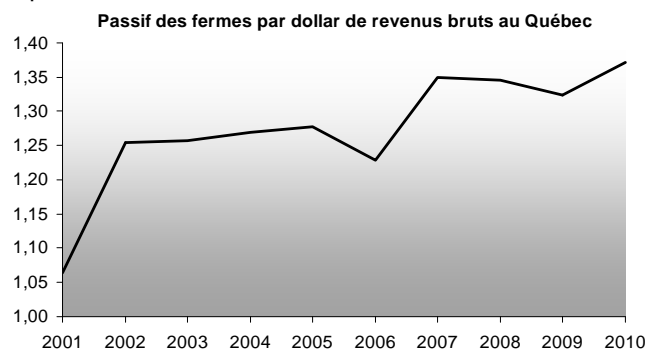
L'actif moyen des fermes s'est accru de près de la moitié depuis 2001. Durant cette période, le passif moyen a augmenté de 178 000 \$ pour s'établir à 436 000 \$ par ferme en 2010. Cela représente un taux d'endettement de 27 % en proportion de l'actif à sa valeur marchande. Il s'agit d'un taux comparable à celui qu'on observe depuis le milieu de la dernière décennie, mais supérieur à ce qu'il était il y a une dizaine d'années. Quant à l'avoir net moyen, il a crû de plus de 345 000 \$ depuis 2001.



Source : Statistique Canada *Enquête financière sur les fermes*; CANSIM, tableau 002-0064; compilation MAPAQ.

L'augmentation de l'actif moyen des fermes s'inscrit dans la tendance à la consolidation du secteur agricole. Elle reflète également l'appréciation d'actifs tels que les terres et les quotas, du moins jusqu'à l'instauration de mesures de plafonnement du prix des quotas laitiers en 2007.

Si l'appréciation des actifs peut améliorer le patrimoine financier des entreprises agricoles, elle n'augmente pas nécessairement leur capacité de remboursement. À cet égard, les revenus agricoles au Québec supportent davantage de dettes qu'au début ou même qu'au milieu de la dernière décennie. En effet, les entreprises agricoles affichaient un passif de 1,37 \$ par dollar de revenu brut en 2010, comparativement à 1,28 \$ en 2005 et 1,06 \$ en 2001. En plus de la volatilité du prix des intrants et des denrées, la perspective d'une remontée graduelle des taux d'intérêt constituera, au cours des prochaines années, un facteur de risque que les entreprises agricoles devront gérer de façon adéquate.

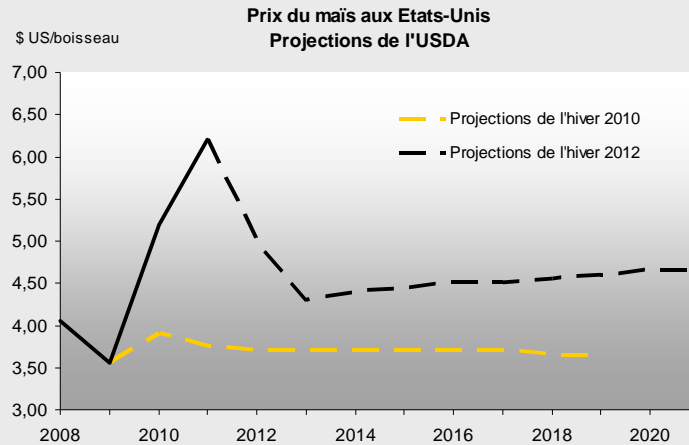


Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, CANSIM, tableau 002-0064, compilation MAPAQ.

CHRONIQUE

PRIX DES CÉRÉALES : UN RELÈVEMENT STRUCTUREL

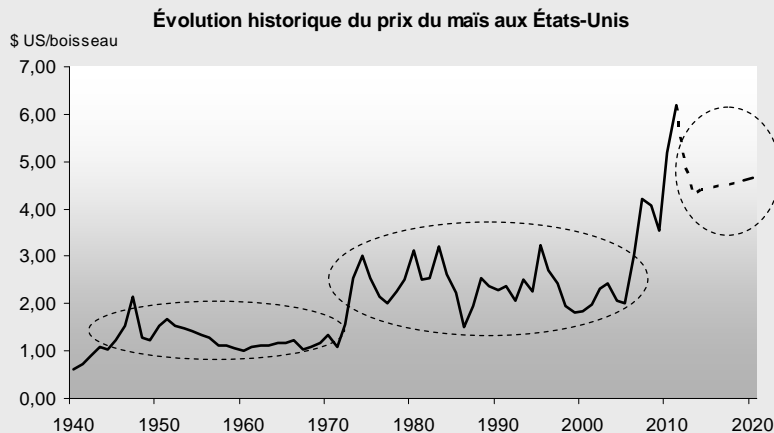
L'évolution des conditions de marché des céréales au cours des deux dernières années a conduit à un relèvement des prix projetés à long terme. En effet, dans le cas du maïs, le Département américain de l'Agriculture (USDA) projetait en février dernier un prix généralement autour de 4,50 \$ US le boisseau pour les récoltes 2013 à 2021 aux États-Unis. Dans un contexte de parité du dollar canadien avec son pendant américain, cela correspondrait à un prix moyen d'environ 180 \$ CAN/t aux États-Unis. Deux ans plus tôt, l'USDA prévoyait un prix à long terme de l'ordre de 3,75 \$ le boisseau, ou 150 \$CAN/t.



Source : Département américain de l'Agriculture; compilation MAPAQ.

À titre d'information, l'USDA rappelle que ses projections de prix à long terme doivent être considérées comme un scénario de référence, établi en fonction de conditions actuelles, autour duquel les prix pourront fluctuer. La situation pourrait notamment être différente dans l'éventualité d'un changement de la politique américaine à l'égard des biocarburants, de l'instauration de nouvelles règles de commerce international ou d'une autre crise financière.

Néanmoins, à plus de 4,50 \$ US le boisseau, les plus récentes projections de l'USDA semblent confirmer que le prix des céréales s'est élevé vers un nouveau plateau structurel. Tel que l'illustre le graphique ci-dessous, le prix américain du maïs a généralement évolué entre 1,00 et 1,50 \$ US le boisseau au cours de la période d'après-guerre. À compter de 1973 et jusqu'au milieu des années 2000, il s'est maintenu entre 1,50 et 3,00 \$ US le boisseau. À l'époque, ce relèvement avait notamment coïncidé avec l'instauration d'un régime de taux de change flottant entre les devises, le premier choc pétrolier et l'apparition de taux d'inflation dépassant 10 % aux États-Unis.



Source : Département américain de l'Agriculture; compilation MAPAQ.

Rédaction : Yvon Boudreau, économiste
Direction des études et des perspectives économiques
418 380-2100, poste 3407

12-0043